

# **NOTE** de presse

## **INDONÉSIE : LE TEST CLIMATIQUE DU CRÉDIT AGRICOLE ET DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

MAI 2016



#### **NOTE DE PRESSE**

Indonésie : le test climatique  
du Crédit Agricole et de la Société Générale  
Les banques françaises financeront-elles de  
nouvelles centrales à charbon après la COP21 ?  
Mai 2016

#### **Auteurs :**

Ce rapport a été écrit par Joanna Mills  
(Greenpeace) et Lucie Pinson (Les Amis de  
la Terre France), avec l'aide de Arif Fiyanto  
(Greenpeace Indonesia), Harri Lammi  
(Greenpeace Asie du Sud Est) et Yann Louvel  
(BankTrack).



#### **Graphisme et maquette :**

Pierre Sagot, les Amis de la Terre France

#### **Traduction :**

Irène Estevens

#### **Crédits photos :**

Couverture : Kemal Jufri / Greenpeace  
Page 2 : Greenpeace  
Page 4 : Kemal Jufri / Greenpeace  
Page 6 : Greenpeace  
Page 8 : Reuters  
Page 10 : Rajesh Kumar Singh/AP  
Page 14 : Greenpeace  
Page 16 : Veri Sanovri / Greenpeace



### **JIM YONG KIM,**

Président de la banque mondiale  
Mai 2016

*« Je suis aujourd'hui extrêmement inquiet ...  
Si la région entière (Asie du Sud et du Sud-Est)  
développe les centrales à charbon actuellement  
prévues, je pense qu'on est fini »*

L'avertissement du président de la Banque mondiale est on ne peut plus clair. Malgré les engagements définis en décembre dernier lors de la COP1 de contenir la hausse moyenne de la température mondiale bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux pré-industriels, et de viser 1,5°C, la dépendance au charbon continue. 2440 nouveaux projets de centrales à charbon sont prévus dans les années à venir. Elles ne seront pas toutes construites, mais chacune compromet sérieusement notre capacité à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Plusieurs des grandes banques internationales se sont engagées à réduire leurs soutiens au charbon afin de contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Mais toutes, à l'exception de Natixis et d'ING, financent toujours la construction de nouvelles centrales à charbon. En France, le Crédit Agricole et la Société Générale jouent double jeu, faisant toutes deux preuve de cette hypocrisie climatique.

D'après un article publié dans Project Finance International en janvier 2016, le Crédit Agricole et la Société Générale ont rejoint un groupe de banques intéressées pour financer TJB2, un projet d'agrandissement

de la centrale à charbon Tanjung Jati B à Java en Indonésie. Ceci alors que la BNP Paribas s'est retirée du projet<sup>2</sup>. Pourtant, deux semaines avant l'ouverture de la COP21 à Paris, la Société Générale s'est engagée à aligner ses activités avec un scénario 2°C d'ici 2020<sup>1</sup>. Le Crédit Agricole a, lui, signé l'Appel de Paris et a promis de « *faire en sorte que le niveau d'ambition énoncé par l'accord soit respecté voire dépassé pour maintenir le monde sur une voie qui limite la hausse des températures à moins de 2°C* ».<sup>3</sup>

Leur soutien à TJB2 illustre non seulement les failles de leurs politiques contre le changement climatique mais fait fi des objectifs de Paris. Ce pied de nez aux politiques internationales est inacceptable.

Entre la protection du climat ou le « *business as usual* », il est maintenant temps pour les banques françaises de choisir. « *La structuration du financement devrait être terminée dans un délai de six mois* ». Le Crédit Agricole et la Société Générale disposent donc de très peu de temps pour faire le bon choix : se retirer du projet comme l'a fait BNP Paribas, et renforcer leurs politiques de financement au charbon afin de reléguer au passé leurs soutiens à ce secteur.

1 <http://www.societegenerale.com/fr/construire-demain/s-engager-durablement/societe-generale-s-engage-en-faveur-du-climat>

2 <http://www.pfie.com/french-banks-support-tjb2/21231277/article>

3 <http://www.parispledgeforaction.org/>



The image is a vertical composition. In the background, a factory with a tall, red-and-white striped smokestack is emitting a thick plume of dark grey smoke that fills the upper portion of the frame. Several high-voltage power lines with pylons stretch across the middle ground. In the foreground, a lush green field of tall grasses and reeds is visible, with three sheep grazing. The overall scene suggests a juxtaposition of industrial activity and natural agriculture.

# DOSSIER À CHARGE

Les banques françaises financeront-elles la centrale de Tanjung Jati B après la COP21 ?

**1.** Le projet TJB2 prévoit la construction de deux unités supplémentaires, de 1000MW chacune, à la centrale TJB de 2640 MW située à Java en Indonésie.

**2.** Ce projet fait partie du nouveau plan énergétique de l'Indonésie qui prévoit de fournir 35 GW de capacité supplémentaire d'ici 2019, dont 20 GW à partir du charbon avec la construction d'une centaine de nouvelles centrales et seulement 3,7 GW à partir d'énergies renouvelables.

**3.** L'Indonésie ne pourra pas remplir les engagements pris à Paris de réduction de ses émissions si ces centrales à charbon sont construites. Au niveau mondial, les 2440 nouveaux projets de centrales prévus feraient grimper les émissions du secteur de la production d'électricité à partir de charbon à un niveau supérieur de 400% à ce qui est nécessaire pour limiter le réchauffement à 2°C.

**4.** La construction de centrales à charbon vise non pas à répondre aux besoins des populations privées d'énergie mais à assurer des débouchés à la production de charbon indonésienne suite au déclin de ses exportations vers la Chine. Les 7 grandes entreprises minières du pays se lancent désormais dans la construction de leurs propres centrales à charbon. C'est le cas ici puisqu'une des trois entreprises derrière TJB2 est PT United Tractors, l'unité minière d'Astra Group, le plus grand conglomérat en Indonésie.

**5.** Alors que le seul projet de TJB2 coûterait 4 milliards de dollars, les énergies renouvelables constituent une alternative moins chère au charbon en Indonésie : les ressources sont importantes, surtout en hydroélectricité, et développer ce secteur coûterait d'après le Ministre de l'Énergie du pays un dixième de ce qui a été dépensé en subventions aux énergies fossiles sur ces dix dernières années<sup>4</sup>.

**6.** Le risque de *stranded asset* est réel, notamment en Indonésie où les réserves en charbon du pays pourraient, d'après une déclaration du Ministre de l'Énergie indonésien, être épuisées d'ici à 2036, alors que la durée de vie moyenne d'une centrale est pourtant de 40 ans.

**7.** Déjà 6500 personnes meurent chaque année de manière prématurée en Indonésie en raison des pollutions des centrales à charbon et la construction des 100 nouvelles centrales pourrait faire monter ce nombre à 28300. TJB cause déjà la mort de 1020 personnes par an et son agrandissement causerait la mort prématurée de 1200 personnes supplémentaires par an.

**8.** Développer de nouvelles centrales augmenterait les impacts sociaux et environnementaux sur les populations, notamment ici sur les communautés de pêcheurs, et risquerait d'entraîner une hausse de l'extraction illégale du charbon et de la déforestation.

**9.** Alors que la BNP Paribas avait co-financé les unités 3 et 4 de la centrale TJB, elle s'est retirée du projet d'agrandissement TJB2 (unités 5 et 6). D'après un article de janvier 2016, c'est suite à ce retrait que le Crédit Agricole et la Société Générale auraient rejoint le groupe de banques japonaises pour le financement de TJB2.

**10.** Le Crédit Agricole et la Société Générale doivent immédiatement se retirer du projet TJB2 et améliorer leurs politiques de financement du charbon, en commençant par s'engager à ne plus financer aucun nouveau projet de mines, de centrales et d'infrastructures liées à la chaîne de valorisation du charbon.





# LE CHARBON N'EST PAS DE L'HISTOIRE ANCIENNE POUR LE CRÉDIT AGRICOLE ET LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Avec respectivement 9,49 et 8,54 milliards de dollars de soutiens aux mines et centrales à charbon entre 2009 et 2014, le Crédit Agricole et la Société Générale font partie des 15 plus gros financeurs du charbon au niveau international. Et même si les deux banques refusent toujours de publier les chiffres de leurs soutiens au secteur de l'énergie, les dernières données que la société civile a pu compiler n'affichent pas de tendances claires dans les financements des deux banques à l'industrie du charbon.

En 2015, les deux banques se sont engagées à réduire leurs soutiens au charbon afin de s'attaquer aux changements climatiques. Mais les mesures annoncées restent bien en deçà de ce qui serait nécessaire pour empêcher l'emballement du climat.

Concernant les financements de projets - qui représentent une part infime des soutiens des banques au charbon - le Crédit Agricole et la Société Générale se sont engagés à mettre fin au financement de tout projet de nouvelles mines de charbon. **Toutefois, le Crédit Agricole s'est engagé à ne plus financer de nouvelles centrales à charbon dans les pays à hauts revenus uniquement et la Société Générale dans les pays de l'OCDE à hauts revenus uniquement**<sup>5</sup>.

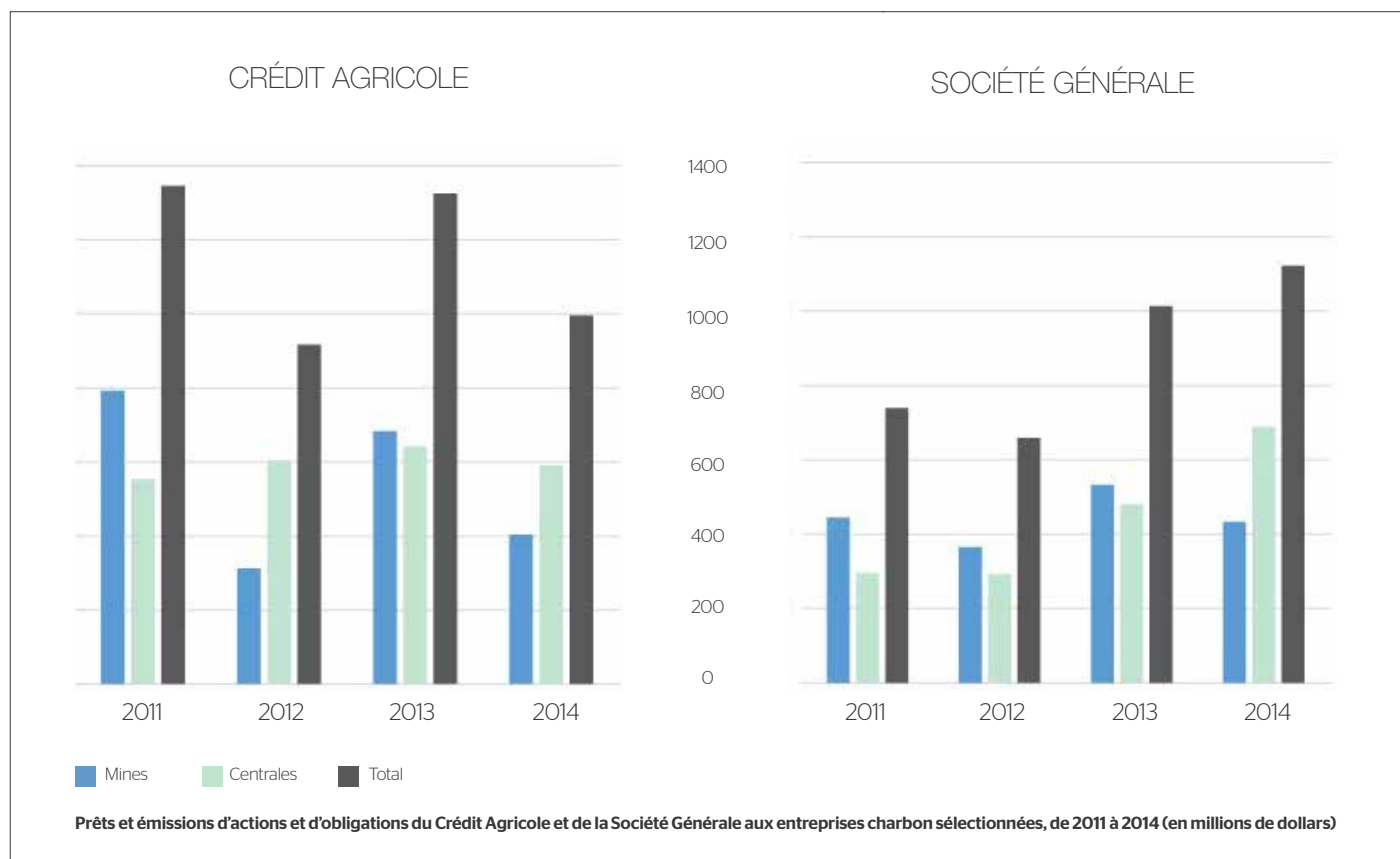
Selon la base de données Global Coal Plant Tracker, seules 6,5 % des centrales à charbon en attente d'autorisation ou autorisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 se situent dans des pays dits à hauts revenus, c'est-à-dire que **la nouvelle politique du Crédit Agricole ne couvre pas près de 93 % du marché mondial du charbon**. Il est important de noter que la BNP Paribas s'est aussi engagée à en finir avec ce financement dans

les pays à hauts revenus, mais conditionne son appui aux centrales à charbon à l'utilisation d'une technologie ultra-supercritique, alors que le Crédit Agricole demande seulement une technologie supercritique.

Selon la base de données Global Coal Plant Tracker, seules 4,1 % des centrales à charbon en attente d'autorisation ou autorisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 se trouvent dans des pays dits à hauts revenus de l'OCDE, ce qui signifie que **les nouveaux engagements de la Société Générale n'incluent pas près de 96 % du marché mondial du charbon**.

**Concernant les soutiens aux entreprises actives dans le secteur du charbon** (crédits, émissions d'actions et d'obligations, mandats de conseil, etc.) qui représentent l'essentiel des soutiens des banques au charbon, **seul le Crédit Agricole s'est engagé à réduire ceux aux entreprises minières**. Mais la banque ne s'est engagée qu'à « *ne pas développer des relations avec des clients principalement actifs dans l'extraction de charbon* »<sup>6</sup>. En conséquence, **si le Crédit Agricole ne financera plus d'entreprises pure-players dont l'activité repose presque exclusivement sur le charbon, comme Peabody Energy, la banque pourra toujours financer des multinationales diversifiées comme BHP Billiton et Glencore dont l'activité de charbon est très importante en volume mais ne représente qu'une faible part de leur activité**.

**La Société Générale doit, elle, encore publier des politiques relatives au secteur du charbon mises à jour**. Dans une déclaration faite en novembre, la banque s'est engagée à « *réduire ses activités liées au charbon afin de s'aligner sur le scénario de 2°C de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) d'ici à 2020* »<sup>7</sup>. Si nous pourrions donc nous attendre à une élimination progressive de ses soutiens au charbon, le doute est permis. **Alors que l'Accord de Paris allait être signé, la Société Générale s'engageait dans le financement d'une nouvelle centrale à charbon en République dominicaine, la centrale de Punta Catalina, puis rejoignait le groupe de financeurs pour un soutien possible au projet TJB2 en Indonésie**.



5 Selon la nomenclature de la Banque mondiale

6 <http://mediacommun.ca-cib.com/sitegenic/medias/DOC/13870/csr-sector-policy-metals-mining-june-2015-en.pdf>

7 <http://www.societegenerale.com/en/building-tomorrow/sustainable-commitments/societe-generale-commits-to-the-fight-against-climate-change>

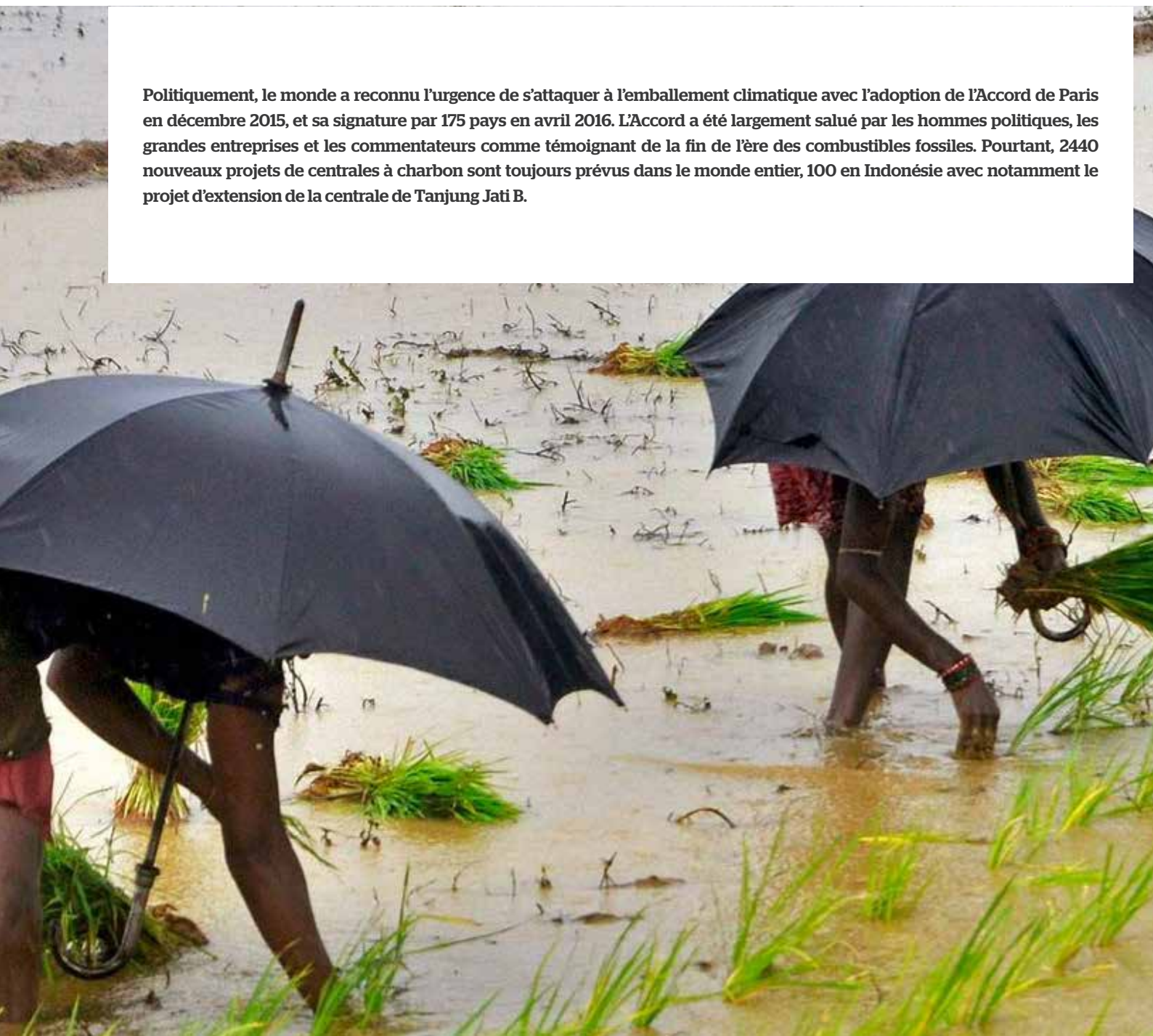


# TJB2

## LES RISQUES CLIMATIQUES



Politiquement, le monde a reconnu l'urgence de s'attaquer à l'emballlement climatique avec l'adoption de l'Accord de Paris en décembre 2015, et sa signature par 175 pays en avril 2016. L'Accord a été largement salué par les hommes politiques, les grandes entreprises et les commentateurs comme témoignant de la fin de l'ère des combustibles fossiles. Pourtant, 2440 nouveaux projets de centrales à charbon sont toujours prévus dans le monde entier, 100 en Indonésie avec notamment le projet d'extension de la centrale de Tanjung Jati B.





Le danger auquel le monde fait face à cause du changement climatique a été bien documenté, notamment la contribution des énergies fossiles, et en particulier du charbon au phénomène. Selon l'AIE, 46 % des émissions globales de CO2 dues à la combustion d'énergie viennent du charbon, faisant des centrales à charbon la source la plus importante d'émissions de CO2 produites par l'homme<sup>8</sup>.

En décembre 2015, une analyse de Climate Action Tracker (CAT) sur les centrales proposées et existantes, utilisant les données de Global Coal Plant Tracker, a conclu que « même sans nouvelle construction de centrale, les émissions des centrales à charbon en 2030 dépasseront de 150% les niveaux nécessaires pour limiter le réchauffement à 2°C au-dessus des niveaux pré-industriels. Si les nouvelles centrales à charbon prévues étaient construites (2440 centrales prévues, d'une puissance de 1428 GW), elles dépasseraient les niveaux requis de 400%. »<sup>9</sup>

Donc, « si nous voulons éviter les impacts les plus graves du changement climatique, la construction de nouvelles centrales doit être évitée, et les installations existantes doivent être fermées d'ici à 2050. »<sup>10</sup>

Alors que les unités 1 à 4 sont sous-critiques, les deux nouvelles unités de TJB2 seraient ultra-supercritiques, ce qui pourrait appuyer l'argument qu'il faudrait promouvoir ce type de centrales à charbon moins émettrices en CO2 tout en fermant celles fortement émettrices. Pourtant, utiliser la meilleure technologie disponible ne rend pas pour autant la combustion de charbon compatible avec les objectifs climatiques. Un rapport de l'OCDE de 2015 a déclaré que même les centrales thermiques les plus avancées (et coûteuses) ne sont pas compatibles avec un objectif de 2°C, à moins qu'elles puissent capturer et stocker le CO2 qu'elles produisent<sup>11</sup>. Cela faisait déjà deux ans que des climatologues et spécialistes en énergie de renom s'étaient exprimés en ce sens et avaient appelé à l'arrêt de toute construction de centrales à charbon<sup>12</sup>.

De plus, la fermeture de centrales à charbon est aujourd'hui trop lente pour compenser la construction de nouvelles centrales, comme le démontre le rapport « Boom & Bust - Tracking the Global Coal Plant Pipeline » publié en mars 2016 par Greenpeace, Sierra Club et CoalSwarm<sup>13</sup>. Le moyen le plus sûr de prévenir l'emballlement climatique est donc d'arrêter de prévoir et de construire de nouvelles centrales à charbon.

## LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION D'ÉMISSIONS DE L'INDONÉSIE

**L'Indonésie s'est engagée à contribuer à l'Accord de Paris avec une réduction de 29% de ses émissions de GES par rapport à un scénario business-as-usual d'ici à 2030<sup>14</sup>. L'augmentation de ses infrastructures carbonées, et en particulier de ses centrales à charbon ne lui permettra pas d'atteindre cet objectif.** L'utilisation du charbon a déjà doublé lors de la dernière décennie et le pays prévoit désormais de construire 20 GW supplémentaires de capacité charbon d'ici à 2019 (sur 35 GW de nouvelle capacité énergétique prévue). Mettre en œuvre ce programme entraînerait une augmentation fulgurante des émissions et enfermerait le pays dans une trajectoire énergétique très carbonée pour des décennies.

La Banque asiatique de développement estime que **l'actuel plan énergétique de l'Indonésie ferait monter les émissions de CO2 du secteur énergétique à plus de 800 millions de tonnes de CO2 d'ici à 2035**, les faisant plus que doubler en 25 ans. L'augmentation la plus importante viendrait de la production d'électricité, et donc notamment de projets tels que l'expansion de Tanjung Jati B.

Pris à part, TJB2 pourrait être compatible avec les objectifs climatiques du pays à condition que des efforts de réduction des émissions de CO2 plus importants soient faits ailleurs. Mais TJB2 n'est qu'une des nombreuses centrales au charbon prévues dans le pays, et non seulement chacune d'entre elles réduit dangereusement le budget carbone disponible dans les autres secteurs de l'économie, mais toutes menacent ensemble les objectifs climatiques de l'Indonésie.

**Cette seule centrale à charbon a émis entre 17 et 18 millions de tonnes de CO2 en 2013.** Ce montant équivaut à 3% des émissions de l'ensemble du secteur énergétique, ce qui est une part très conséquente pour une seule centrale thermique.

Le projet TJB2 et son possible financement par le Crédit Agricole soulèvent également des questions quant au respect par cette banque de ses propres engagements. En effet, la politique sur les centrales à charbon du Crédit Agricole stipule que toute centrale à charbon financée « ...doit observer une stricte conformité au cadre réglementaire national ainsi qu'aux traités et réglementations internationaux auxquels le pays hôte a adhéré et est soumis. »<sup>15</sup>

8 <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/CO2EmissionsFromFuelCombustionHighlights2015.pdf>

9 The Coal Gap: planned coal-fired power plants inconsistent with 2°C and threaten achievement of INDCs December, 1st, 2015, Climate Action Tracker : [http://climateactiontracker.org/assets/publications/briefing\\_papers/CAT\\_Coal\\_Gap\\_Briefing\\_COP21.pdf](http://climateactiontracker.org/assets/publications/briefing_papers/CAT_Coal_Gap_Briefing_COP21.pdf)

10 Boom & Bust - Tracking the Global Coal Plant Pipeline. March 2016, Greenpeace, Sierra Club and CoalSwarm :

[http://sierraclub.org/sites/www.sierraclub.org/files/uploads-wysiwig/final%20boom%20and%20bust%202017%20\(3-27-16\).pdf](http://sierraclub.org/sites/www.sierraclub.org/files/uploads-wysiwig/final%20boom%20and%20bust%202017%20(3-27-16).pdf)

11 Aligning Policies for a Low-carbon Economy, OECD, 2015, <http://www.oecd.org/environment/Aligning-Policies-for-a-Low-carbon-Economy.pdf>

12 New unabated coal is not compatible with keeping global warming below 2°C. Statement by leading climate and energy scientists, July 2015.

<http://www.europeanclimate.org/documents/nocoal2c.pdf>.

13 Boom & Bust - Tracking the Global Coal Plant Pipeline

14 <http://www.carbonbrief.org/indonesian-pledge-suggests-no-increase-in-emissions-to-2030>

15 <http://mediacommun.ca-cib.com/sitegenic/medias/DOC/13870/2015-12-csr-sector-policy-coal-firedplants.pdf>

# TJB2

## LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE



Des centaines de nouvelles centrales à charbon inutiles pour répondre aux besoins énergétiques sont prévues au niveau mondial. Et si l'industrie du charbon a sans cesse pousser à la construction d'un plus grande nombre de centrales, celles-ci tournent de plus en plus au ralenti dans les quatre plus grands marchés et c'est toute la consommation de charbon qui est en déclin au niveau mondial.



# GÉRER LES INVESTISSEMENTS RISQUÉS ET OPTIMISER L'OFFRE D'ÉNERGIE POUR TOUS

**Une grave bulle de capacité est en train de se former. 338 GW de nouvelle capacité charbon sont actuellement en construction dans le monde et 1086 GW sont à différents niveaux de planification. Le rapport Boom and Bust montre pourtant qu'elles ne sont pas utiles. Ce gaspillage d'argent s'élèverait à 981 milliards de dollars, soit près de 1000 milliards de dollars.<sup>16</sup>**

Ces ressources pourraient pourtant servir le double objectif d'accélérer la décarbonisation de l'économie mondiale et de fournir de l'électricité renouvelable aux 1,2 milliard de personnes qui en manquent aujourd'hui. D'après le rapport « *Energy for all* » de l'AIE, cela serait possible avec 977 milliards de dollars de nouveaux investissements, dont plus de la moitié dirigés vers des solutions hors réseaux et en mini-réseaux<sup>17</sup>.

En Indonésie, le risque de *stranded assets* est également bien réel, notamment lorsque l'on considère la déclaration du Ministre de l'Énergie indonésien selon laquelle **les réserves en charbon du pays pourraient être épuisées d'ici 2036, donc seulement une vingtaine d'années après l'entrée en opération de nouvelles centrales à la durée de vie moyenne de 40 ans**<sup>18</sup>.

## LE MYTHE DU BESOIN DE NOUVELLES CENTRALES EN INDONÉSIE

Le projet TJB2 fait partie d'un nouveau plan énergétique lancé par l'Indonésie l'année dernière et qui vise à fournir 35 GW de capacité supplémentaire d'ici à 2019. Alors que le pays est déjà lourdement dépendant des combustibles fossiles (gaz, pétrole, charbon), ce plan augmenterait la part du charbon dans le mix énergétique, ainsi que l'intensité carbone du pays. **Sur un total de 35 GW, 20 GW seraient fournis par des centrales au charbon, 13 GW par des centrales à gaz et seulement 3,7 GW par des sources d'énergies renouvelables** (principalement de l'hydroélectricité).

L'Indonésie a indubitablement besoin de plus d'énergie. Mais ceux qui sont « *pauvres en énergie* », vivent sur d'autres îles, hors de Java-Bali-Sumatra du Sud, et construire

plus de centrales au centre de Java ne les aidera pas. Il n'est pas non plus certain que le réseau soit en mesure de gérer une telle charge supplémentaire.

La construction de nouvelles centrales à charbon et l'agrandissement de celles existantes semblent davantage viser la consolidation de la demande domestique en charbon suite au déclin des exportations vers la Chine, son plus grand marché d'exportation. L'Indonésie gagnerait à suivre cet exemple et à se détourner du charbon alors qu'elle subit déjà les impacts environnementaux de l'extraction de charbon, qui épuise les sources d'eau souterraine et pollue l'eau sur le long-terme.

**Alors que plus de 70 % de la production de charbon en Indonésie est contrôlée par sept entreprises, toutes se lancent désormais dans le développement de centrales à charbon afin d'assurer un marché pour leur charbon. Les nouveaux 20 GW de capacité charbon créeront une demande de 80-90 millions de tonnes de charbon par an, dont 40% devrait provenir de la production nationale**<sup>19</sup>.

En plus des coûts humains et environnementaux de l'extraction et de la combustion du charbon, ce plan augmentera la pression sur les finances publiques. En effet, l'Association indonésienne des producteurs de charbon, selon laquelle les centrales à charbon ne peuvent payer suffisamment pour maintenir une production de charbon, a récemment demandé une importante subvention publique. Si elle était accordée, cette subvention, payable sur 25 à 30 ans, s'élèverait à 6-7 milliards de dollars.

C'est un camouflet à cette même association qui qualifiait le charbon de « *relativement peu cher* » comparé à d'autres sources d'électricité, en ignorance totale des tendances internationales. Le coût de la production d'électricité solaire en Inde est par exemple descendu à 6,5 centimes de dollars par kWh grâce à des politiques gouvernementales ambitieuses. C'est moins de 60% des coûts de l'électricité générée à partir de charbon en Indonésie aujourd'hui.

**Développer les énergies renouvelables serait une option bien moins chère pour le futur énergétique de l'Indonésie. Le Ministre de l'Énergie et des ressources minières de l'Indonésie a lui-même déclaré en mars 2016 que le développement du secteur des renouvelables coûterait 1 dixième de ce qui a été dépensé en subventions aux énergies fossiles sur ces 10 dernières années.**<sup>20</sup>

De plus, le système de distribution d'énergie est sous tension. Il a commencé à se détériorer en raison d'un manque d'entretien, et dans de nombreuses zones, notamment celles avec une forte demande comme Jakarta, Bandung et Surabaya, le réseau est surchargé et aléatoire. Agrandir TJB augmenterait ce problème alors qu'améliorer l'accès à l'énergie avec des solutions hors réseau le soulagerait.

16 Boom & Bust – Tracking the Global Coal Plant

17 [http://www.worldenergyoutlook.org/media/weowebsite/energydevelopment/weo2011\\_energy\\_for\\_all.pdf](http://www.worldenergyoutlook.org/media/weowebsite/energydevelopment/weo2011_energy_for_all.pdf)

18 [http://www.cseindia.org/userfiles/AgungWicaksono\\_CSE\\_Delhi\\_35GW-Indonesia.pdf](http://www.cseindia.org/userfiles/AgungWicaksono_CSE_Delhi_35GW-Indonesia.pdf)

19 [http://www.greenpeace.org/international/en/news/Blogs/makingwaves/devastation-from-coal-mining-in-southkaliman/blog/51571/http://e360.yale.edu/feature/indonesian\\_coal\\_mining\\_boom\\_is\\_leaving\\_trail\\_of\\_destruction/2941/](http://www.greenpeace.org/international/en/news/Blogs/makingwaves/devastation-from-coal-mining-in-southkaliman/blog/51571/http://e360.yale.edu/feature/indonesian_coal_mining_boom_is_leaving_trail_of_destruction/2941/)

20 <http://www.thejakartapost.com/news/2016/03/31/pln-delays-8-gw-coal-fired-plants-opts-renewable.html>



# IMPACTS

## SANITAIRES, SOCIAUX & ECOLOGIQUES



Plus de morts prématurées, de déforestation, de corruption et de pauvreté, voilà ce que promet le projet TJB2 en plus de ses risques climatiques. Les morts prématurées causées par la pollution des centrales à charbon se comptent déjà en milliers en Indonésie, mais le développement de TJB2 et des autres centrales les ferait grimper à 28300 par an. Et alors que le pays souffre déjà d'une déforestation féroce, la pression sur les ressources serait accrue dans le pays, et les moyens de subsistance des communautés locales sont menacés.



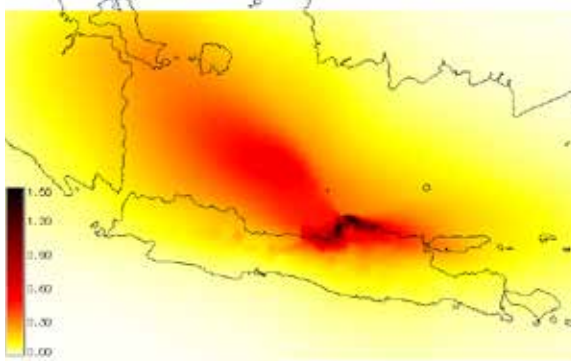
# POLLUTION DE L'AIR ET IMPACTS SANITAIRES DU CHARBON

Les préoccupations sur la pollution de l'air sont à l'origine d'une opposition du public aux centrales à charbon, particulièrement en Asie. Le problème sanitaire est encore plus critique en Asie du Sud-Est à cause de normes d'émissions trop permissives. Tous les pays d'Asie du Sud-Est autorisent aux nouvelles centrales à charbon l'émission de 5 à 10 fois plus de polluants atmosphériques que la Chine, les États-Unis et l'Union Européenne.

Greenpeace a commandé un rapport détaillé à l'Université de Harvard sur les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique des centrales à charbon en Indonésie. Les résultats ont montré que les centrales à charbon existantes sont responsables de 6500 morts prématurées par an. Chaque grande centrale à charbon (d'une capacité de 1000 MW) est estimée causer en moyenne la mort de 600 personnes par an. Et la construction des plus de 100 nouvelles centrales à charbon prévues en Indonésie pourrait coûter la vie de 28 300 personnes chaque année.<sup>21</sup>

Malheureusement, il n'y a presque pas de contrôle de la qualité de l'air en Indonésie. L'expérience quotidienne de terrain permet d'affirmer que la pollution de l'air est un problème sérieux dans la majeure partie de Java et Sumatra, mais il y existe très peu de données statistiques rendues publiques par le gouvernement. Et malgré des projets de développement de centrales à charbon considérables, l'Indonésie n'exige toujours pas le contrôle des émissions de SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub> dans la majorité des centrales.

En utilisant la méthode décrite par l'étude d'Harvard pour l'estimation des émissions et des impacts sanitaires, Greenpeace estime que la centrale électrique de TJB est déjà responsable de 1020 morts prématurées par an, et ce, malgré le respect supposé des standards environnementaux nationaux et l'équipement d'un système de désulfuration sur les unités 3 et 4. De ces 1020 morts prématurées, 450 morts sont causées par une attaque cardiaque, 400 par une cardiopathie ischémique, 60 par un cancer du poumon, 90 par des maladies respiratoires chroniques et 20 enfants de moins de cinq ans meurent chaque année en raison des maladies respiratoires aiguës.



**Modélisation des concentrations moyennes annuelles en PM<sub>2.5</sub> causées par TJB. Les zones noires et rouges sont celle où les risques sanitaires sont les plus élevés.**

Ces chiffres qui renvoient au fonctionnement actuel des centrales électriques vont empirer si les deux unités de 1000 MW sont construites. L'utilisation d'une technologie

ultra-supercritique et d'autres technologies de réduction de la pollution ne diminueront pas significativement les impacts sanitaires de TJB2 ou de la combustion de charbon en Indonésie en général. L'Indonésie a des normes de qualité de l'air des plus basses, et même si des épurateurs sont installés, il n'y a pas de garantie qu'ils soient vraiment utilisés. De plus, le bénéfice de la technologie ultra supercritique est marginal, de 5 à 10% d'efficacité supplémentaire par rapport à une technologie supercritique ou sous-critique.

Enfin, la pollution causée par les centrales thermiques se propage sur une vaste étendue, et ne se concentre pas uniquement aux environs immédiats de la centrale. Toute banque voulant financer TJB2 devrait prendre en compte que Java est un des endroits les plus peuplés du monde, et qu'y construire une nouvelle centrale électrique soulève de sérieux problèmes de santé publique.

<sup>21</sup> <http://www.greenpeace.org/seasia/id/PageFiles/695938/full-report-human-cost-of-coal-power.pdf>





# LES RESSOURCES EN EAU ET L'IMPACT SUR LES PÊCHEURS LOCAUX

Les centrales à charbon sont comme des monstres assoiffés. Une centrale à charbon sous-critique de 500 MW puise près de 500 millions de m<sup>3</sup> d'eau par an – assez d'eau pour épuiser une piscine olympique toutes les 3 minutes – et TJB prélève actuellement près de 2500 millions de m<sup>3</sup> d'eau de mer par an.

Le système de refroidissement à passage unique utilisé par TJB puise l'eau de la mer de Java, la fait circuler à travers la centrale afin d'absorber la chaleur causée par la combustion, et la rejette ensuite à une température entre 8°C et 12°C au-dessus de celle de captage. Les impacts thermiques des centrales à charbon sur les écosystèmes marins sont bien documentés depuis plusieurs années, notamment par le PNUE<sup>22</sup>, et même si les eaux évacuées sont rejetées dans l'océan, la hausse de température est souvent assez forte pour mettre en danger la pêche locale et les écosystèmes.

Les communautés locales de pêcheurs font partie des plus gros opposants à l'agrandissement proposé de TJB. L'Association de pêcheurs d'Indonésie et le groupe des pêcheurs du nord de Jepara du Nord se sont plaints de la diminution des prises de poissons depuis l'entrée en opération de la centrale. De plus, d'après eux, l'entreprise ne respecte pas les standards définis dans son étude d'impact environnemental pour les unités 3 et 4, notamment en manquant d'installer un filtre au niveau du système de puisement d'eau afin que les petits poissons ne soient pas aspirés dans le système de refroidissement – réduisant les prises des pêcheurs<sup>23</sup>.

Il y a aussi eu des problèmes avec la gestion des déchets. Tout d'abord évacués de la centrale par camion, les déchets sont désormais déplacés par barge suite aux plaintes de la population locale quant à la détérioration des routes par les camions. Mais aujourd'hui

les pêcheurs s'inquiètent du risque de perte de déchets, d'une diminution conséquente des stocks de poisson, des dommages encourus pour le récif corallien, ou de possibles collisions avec des bateaux de pêcheurs.

De manière générale, les moyens de subsistance des pêcheurs indonésiens vont être affectés par le changement climatique. Le Département indonésien pour la Marine et la pêche a signalé qu'une hausse de 0,5°C de la température de la mer réduirait les rendements de 15 à 30 % entre 1997 et 2010. Une hausse de 2°C pourrait les réduire de près de 40 %.

## CORRUPTION ET CHARBON

Le secteur minier du charbon a été impliqué dans des conflits fonciers, qui ont été associés à des violations de droits de l'Homme et à des cas de corruption autour des concessions d'extraction de charbon<sup>24</sup>. Au début de l'année 2016, le KPK, l'agence anti-corruption du pays, l'institution estimée la plus fiable en Indonésie, a permis la fermeture de 20 % des 4000 mines illégales sur lesquelles il enquête, soit plus de 720 mines dans 12 provinces. La majorité d'entre elles sont des mines de charbon<sup>25</sup>.

Avec la disparition rapide du marché d'exportation du charbon indonésien, l'agrandissement de TJB va favoriser le développement de l'extraction de charbon, légale ou pas, de la pollution des eaux souterraines et de la destruction de la forêt tropicale humide qui y sont associées.

La majorité de la production de charbon indonésienne se situe à Borneo, une région riche en forêt tropicale. Etant donné la corruption locale autour de l'allocation de permis, un rapport de Greenpeace estime que 1,1 million d'hectare de forêt est immédiatement menacé par les concessions de mines de charbon, en particulier dans le Kalimantan<sup>26</sup>, une région déjà ravagée par la production d'huile de palme.

22 <http://www.unep.org/regionalseas/publications/reports/RSRS/pdfs/rsrs045.pdf>

23 <http://beritajateng.net/berita-jateng-terbaru-hari-ini/nelayan-jepara-tolak-pembangunan-unit-5-dan-6-pltu-jepara/16563>

24 <http://www.greenpeace.org/seasia/id/PageFiles/723615/%20The%20Dirty%20Work%20of%20Banpu.pdf>

25 <http://energydesk.greenpeace.org/2016/02/16/coal-corruption-indonesia/>

26 The high price of cheap coal - How Indonesians are paying the price for the world's dirtiest fuel." Greenpeace Southeast Asia. October 2010

[http://s3.amazonaws.com/zanran\\_storage/www.greenpeace.org/ContentPages/110087102.pdf](http://s3.amazonaws.com/zanran_storage/www.greenpeace.org/ContentPages/110087102.pdf)



**CONTACTEZ LUCIE PINSON**  
[lucie.pinson@amisdela terre.org](mailto:lucie.pinson@amisdela terre.org)  
06 79 54 37 15

En plus de devoir annoncer publiquement leur retrait de TJB2, le Crédit Agricole et la Société Générale doivent renforcer leurs politiques de financement au secteur du charbon. Le Crédit Agricole et la Société Générale devraient aussi conditionner leurs soutiens aux entreprises à l'intégration des risques climatiques dans leurs activités et à la publication d'une stratégie 1,5°C.

# NOS DEMANDES

1. METTRE UN TERME À TOUT FINANCEMENT DE **PROJET CHARBON** (MINE, CENTRALE, INFRASTRUCTURE)

2. EXCLURE DE LEURS SOUTIENS **LES ENTREPRISES** QUI NE RESPECTENT PAS UN DES TROIS CRITÈRES SUIVANTS :

- A. L'ENTREPRISE NE DÉVELOPPE PAS LE SECTEUR DU CHARBON EN CONSTRUISANT DE NOUVEAUX PROJETS DE MINES, CENTRALES OU INFRASTRUCTURES LIÉES À LA VALORISATION DU CHARBON.
- B. LE CHARBON REPRÉSENTE MOINS DE 30% DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ENTREPRISE MINIÈRE OU L'ENTREPRISE PRODUIT MOINS DE 30% DE SON ÉLECTRICITÉ TOTALE À PARTIR DE CENTRALES À CHARBON.
- C. L'ENTREPRISE PRODUIT, CONSOMME, OU VEND MOINS DE 20 MILLIONS DE TONNES DE CHARBON PAR AN.